Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 49 (1991)

Heft: 2

Artikel: Le développement de l'Europe de l'Est : conséquences pour l'Europe de l'Ouest

Autor: Begg, David / Danthine, Jean-Pierre / Giavazzi, Francesco

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-140050

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE DEVELOPPEMENT DE L'EUROPE DE L'EST : CONSEQUENCES POUR L'EUROPE DE L'OUEST

David BEGG
(Birbeck College, London),
Jean-Pierre DANTHINE
(Université de Lausanne),
Francesco GIAVAZZI
(Università di Bologna)
Charles WYPLOSZ
(INSEAD)[1]

I. LA PROBLEMATIQUE

La libéralisation des pays de l'Europe de l'Est est certainement un fait politique majeur. Sur le plan économique est-ce un évènement également significatif de notre point de vue d'Européen de l'Ouest? Telle est la question que nous nous posons dans ce document. L'avenir économique des pays de l'Europe de l'Est est hautement incertain. On ne peut exclure à ce jour la possibilité que les processus de réforme s'enlisent et que la croissance économique soit faible ou nulle pendant de longues années à venir. Si tel est le cas l'impact économique de l'Europe de l'Est sur l'Europe de l'Ouest sera, par définition, insignifiant alors même que les problèmes politiques et les questions de migration prendront sans doute le devant de la scène. On peut espérer au contraire qu'après une inévitable période de transition des progrès économiques suffisamment importants soient enregistrés, renforçant alors l'évolution politique récente et diminuant fortement les incitants à la migration. Notre but sera d'évaluer les conséquences de ce scénario pour les économies de l'Europe de l'Ouest.

II. FAITS STYLISES ET CONDITIONS DE LA CROISSANCE

Dans la discussion qui suit, nous définissons l'Europe de l'Est comme comprenant la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, pays auxquels nous ajoutons l'ex-Allemagne de l'Est. Nous excluons cependant l'Union soviétique à cause du degré d'incertitude encore plus élevé de la situation régnant dans ce pays. Globalement, c'est donc une population de 113 millions d'habitants, répartie comme indiqué au tableau I, que nous prenons en considération.

---

1 Cette note, pour l'essentiel, résume une étude plus complète parue sous le titre "The East, the Deutschmark and EMU" et qui forme le deuxième chapitre de "Monitoring European Integration - The Impact of Eastern Europe", un rapport annuel du Centre for Economic Policy Research (CEPR), Londres.

TABLEAU I

Population 1988

Pays	*Population*
Bulgarie	9.0
Tchécoslovaquie	15.6
Allemagne de l'Est	16.6
Hongrie	10.6
Pologne	38.0
Roumanie	23.0
Europe de l'Est , total	112.8
Union Soviétique	286.4
Communauté européenne	324.4

Source : 1989 CIA Handbook

Que peut-on dire aujourd'hui de ces économies? Nous retenons six caractéristiques qui nous paraissent représenter les éléments essentiels de leur situation économique.

1. Tout d'abord, ce sont des économies relativement peu ouvertes au commerce extérieur si l'on exclut les échanges qu'elles ont entre elles et avec l'Union soviétique. On peut penser qu'il y a des gains potentiels importants à leur ouverture au commerce international.

2. Elles sont relativement très endettées et il est probable que cette situation les empêchera à l'avenir d'emprunter à des fins de consommation.

3. Le revenu par tête dans les pays de l'Europe de l'Est est bas. Le tableau II nous fournit un certain nombre d'estimations qui varient fortement, témoignage du degré d'incertitude qui caractérise notre connaissance des faits économiques dans ces pays. On remarque que, selon certaines estimations, tous ces pays auraient un revenu par tête plus bas que ou, au mieux, égal à celui du Portugal. Des évaluations plus optimistes placeraient la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est presque au niveau de l'Espagne. D'aussi bas niveaux de revenu peuvent être le résultat d'une main d'oeuvre faiblement qualifiée, d'un stock de capital déficient, d'une organisation économique inefficace ou d'une combinaison de ces trois facteurs. Les observations détaillées que l'on peut faire semblent cependant exclure le premier d'entre eux.

TABLEAU II

Différentes estimations du PIB par tête. Dollars US de 1988

	Based on national data	CIA	ECE	World Bank	Plan Econ.	Paribas	CSFB
Bulgaria		7510	4244		5633		1500
Czechoslovakia	2610	10140	7591		7603	6500	3500
GDR	2610	12480	12608		9361	8500	4000
Hungary	2830	8660	2621	2460	6491	3000	3000
Poland	640	7270	1818	1860	5453		2000
Romania	470	5490	3072		4117		1000
Comparators :							
Spain				7740			
Greece				4800			
Portugal				3650			
United Kingdom				12810			
West Germany				18480			

4. Le capital humain paraît en effet assez abondant dans les pays étudiés. Certains types de qualification sont difficiles à trouver, d'autres vont perdre de leur pertinence dans un nouveau contexte d'organisation économique. Il n'est pas facile de déterminer la rapidité avec laquelle la main d'oeuvre de l'Europe de l'Est s'adaptera aux principes de l'économie de marché. Néanmoins, de nombreux signes suggèrent que la contrainte limitative ne se trouve pas, en l'occurrence, du côté du capital humain.

5. Le capital physique, en revanche, apparaît largement déficient. Certes, les taux d'investissement dans les pays de l'Europe de l'Est ont la réputation d'être très élevés. Ajustés pour tenir compte des différences au plan des comptabilités nationales, ils redescendent à des niveaux approximativement égaux à ceux observés dans les économies occidentales. D'amples observations suggèrent cependant une grande inefficacité dans la conversion des flux d'investissements en stock de capital productif. Des informations plus récentes suggèrent par ailleurs que la situation s'est détériorée rapidement dans les deux dernières décennies.

6. Enfin, il est bien connu que les prix dans ces pays ne correspondent pas à la vérité économique. Partout les subventions à la consommation absorbaient une partie importante des budgets publics.

De ce tour d'horizon dont on trouvera les détails dans l'étude sur laquelle cette note se fonde, on conclut que le principal défi et la clef du succès du développement écono-

mique des pays de l'Europe de l'Est, c'est l'investissement. Il s'agit, en même temps que le passage à l'économie de marché conduira à une organisation plus efficace de l'activité économique, de fournir à une main d'oeuvre relativement abondante et qualifiée le capital dont elle a besoin pour atteindre une productivité comparable au niveau atteint dans les économies occidentales.

Dans la section suivante, nous essayons de fournir une estimation des investissements nécessaires et des sources de financement probables. Nous arrivons à la conclusion que l'essentiel du financement devra venir du secteur privé de l'Europe de l'Ouest. Si, d'un point de vue strictement économique, les hauts taux de rendement qui semblent devoir être associés à une situation d'abondance de main d'oeuvre et de rareté de capital devraient fournir le moteur de ce financement, on ne peut nier que les éléments d'incertitude liés à la transition vers l'économie de marché peuvent empêcher ce moteur de se mettre en marche. Il est donc possible que le processus de réforme se heurte à des obstacles de nature politique. Il est possible que l'évolution sur ce plan empêche une croissance économique suffisamment rapide pour avoir un impact discernable sur l'Ouest avant de nombreuses années. Nous ne cherchons pas à estimer les probabilités de ces scénarios, mais poursuivons les implications d'un troisième scénario, plus optimiste, et qui a lui aussi un certain degré de plausibilité. Ce scénario verrait l'évolution politique précipitée qu'a connue l'Europe de l'Est depuis 1989 se poursuivre par une mise en place raisonnablement rapide de réformes économiques et sociales rendant possible une amélioration significative de la performance économique.

III. LE CAPITAL PRODUCTIF ET SON FINANCEMENT

Pour ce scénario optimiste[2], nous avons choisi un horizon temporel de dix ans. Nous ne détaillons pas le type de réformes économiques qui sont nécessaires pour rendre ce développement possible. Nous évaluons par contre les besoins en capital et les problèmes liés à leur financement. Le tableau III reprend notre hypothèse de base qui suppose que les pays d'Europe de l'Est réussiront à doubler leur produit intérieur brut en dix ans, à partir d'un niveau que nous estimons très prudemment dans la colonne 7 du tableau II. Cela revient à faire l'hypothèse d'un taux de croissance annuel de 7%, taux comparable à celui atteint par l'Allemagne de l'Ouest dans les années cinquante et par la Corée du Sud dans les années soixante. Bien sûr, il s'agit d'une estimation grossière, certains pays pourraient croître plus lentement, d'autres plus vite; nous pensons en particulier à l'ex-Allemagne de l'Est et nous expliciterons cette possibilité dans la section V.

Dans cette hypothèse centrale, le PIB commun des six pays considérés passerait de l'estimation de 265 milliards de dollars pour 1988 à un total de 530 milliards de dollars ou, à population constante, 4'700 dollars par tête. En faisant l'hypothèse que le stock de

---

2 Insistons une fois encore sur ce terme. Nous évaluons ci-après les implications d'un **scénario**, que l'on peut juger plus ou moins plausible, mais qui n'est en aucun cas une **prévision**.

capital existant en Europe de l'Est est pratiquement sans grande valeur et en nous basant sur un rapport capital/output de 2,5 (le rapport capital/output des Etats-Unis est de 2,6 environ), la valeur du capital physique nécessaire pour atteindre ce niveau d'output serait de 1'350 milliards de dollars. Nous arrivons donc à une estimation de 135 milliards de dollars pour le flux annuel moyen d'investissement qui serait nécessaire dans les pays de l'Europe de l'Est pendant les dix prochaines années. Nous prendrons ce chiffre comme valeur plancher. D'autres études ont utilisé un rapport capital/output plus élevé (4,6 pour l'ensemble de l'économie; 2,1 pour l'industrie). Nous utiliserons un rapport de 4 appliqué à des conditions initales améliorées de 36% (ce qui revient à faire l'hypothèse que le revenu par tête en Allemagne de l'Est croîtrait jusqu'à 10'000 dollars au prix de 1988 en dix ans) pour obtenir un plafond de 291 milliards de dollars par an. A titre de référence ultérieure, la seule Allemagne de l'Est entre dans cette fourchette pour 32 à 65 milliards de dollars. Sans elle, les flux annuels d'investissement se situeraient entre 103 et 226 milliards de dollars, ou encore entre 185 et 407 milliards de DM.

TABLEAU III

Le scénario de base

Les pays de l'Europe de l'Est doublent leur PNB en 10 ans (dollars US de 1988)

	de	*à*		
Bulgarie	1'500	3'000	Espagne	7'740
Tchécoslovaquie	3'500	7'000	Grèce	4'800
All. Est	4'000	8'000	Portugal	3'650
Hongrie	3'000	6'000	GB	12'810
Pologne	2'000	4'000	All.Ouest	18'480
Roumanie	1'000	2'000		
Total $	265 milliards	530 milliards		

Investissements nécessaires

Output cible	Rapport Capital/output
$ 530 milliards	2.5 = $ 1'350 milliards
(moyenne par tête = $ 4'700)	
(+ 36% All. Est = $ 10'000)	4 = $ 2'910 milliards

Ces chiffres ne sont pas insignifiants. 135 milliards de dollars, c'est 5 fois l'investissement annuel de la Belgique, 56% de l'investissement en Allemagne de l'Ouest ou 15% de l'investissement annuel total de la CEE. La borne supérieure représente un tiers de l'investissement de la Communauté. Ces chiffres représentent encore 5 à 10% de l'investissement annuel de l'OCDE.

Quelles pourraient être les sources de financement de ces investissements?

1. Il est probable que les taux d'épargne en Europe de l'Est seront relativement faibles, voire nuls et peut-être même négatifs dans le scénario que nous esquissons, c'est-à-dire au-delà de la période initiale d'incertitude. En effet, les Européens de l'Est ont une expérience prolongée de rationnement et d'épargne forcée et ils ont accumulé un lot de frustrations qu'ils voudront (et pourront) oublier au fur et à mesure que les perspectives d'un revenu croissant se matérialiseront.

2 On pourrait penser que l'épargne accumulée, qui est substantielle dans l'ensemble de ces pays, pourra être mise à contribution pour financer l'investissement. Cette conception est malheureusement erronée. En effet, à l'exception de l'épargne accumulée en devises étrangères, qui paraît être négligeable dans tous les cas à l'exception peut-être de la Pologne, on peut aisément montrer que l'épargne accumulée dans le passé en monnaie locale n'a pas de valeur réelle. Elle est pour l'essentiel le résultat de prix fixés à un niveau trop bas relativement aux salaires, de telle sorte que la masse salariale excède la valeur de l'output disponible pour la consommation. Cette situation, qui a prévalu dans l'ensemble des pays de l'Est, conduit au rationnement de la demande et à l'épargne forcée: l'excès de la masse salariale sur la valeur de l'output se manifeste dans une accumulation involontaire d'encaisses monétaires. Après la libération des prix, les ménages disposent d'un revenu juste égal à la valeur de l'output produit. Comme, au surplus, ils souhaitent dépenser leur épargne, l'équation ne "joue pas" et l'excédent de demande ne peut être résolu que par une augmentation du niveau des prix, c'est-à-dire de l'inflation, voire de l'hyperinflation, dont la seule fonction est de réduire à néant la valeur des encaisses monétaires accumulées. Le danger est réel que dans cet épisode l'augmentation des prix dégénère en une spirale inflationniste. Ce danger justifie le recours à d'autres solutions: imposition de l'épargne ou ventes d'actifs publics aux résidents. On montre aisément que si l'on tient compte du secteur extérieur, la même opération d'élimination des encaisses accumulées se fera en partie par une augmentation des prix et en partie par un effondrement temporaire du taux de change qui diminuera la valeur internationale de l'épargne.

Nous sommes donc amenés à la conclusion que l'ensemble de l'investissement nécessaire au développement des économies de l'Est devra être financé par l'épargne étrangère. On peut penser que c'est l'épargne des pays occidentaux (et du Japon) qui sera mise à contribution et ce sera bien là le premier impact du développement de l'Europe de l'Est sur les économies occidentales.

Ces entrées de capitaux, si elles se réalisent, donneront la possibilité aux pays de l'Est d'encourir des déficits dans leurs balances extérieures des opérations courantes. Nous pensons que ces déficits corresponderont, pour une très large part, à des importations de biens d'équipement, mais que très faiblement à des importations de biens de con-

sommation. En effet, il est probable que la plus grande partie des entrées de capital prendra la forme d'investissements directs et sera liée à des importations de biens d'équipement. Cette demande supplémentaire aura un impact significatif sur l'industrie des biens d'investissement dans les économies occidentales. C'est là, selon nous, le deuxième impact de l'ouverture de l'Europe de l'Est sur l'Ouest.

En résumé, il nous semble que, pour l'Ouest, les réformes en Europe de l'Est, dans la mesure où elles se développeront avec succès, se traduiront par un accroissement important de la demande de fonds d'investissement, accroissement qui pourrait représenter jusqu'à 10% de l'investissement annuel de l'OCDE, ainsi que par une croissance correspondante de la demande de biens d'équipement.

IV. LES IMPLICATIONS POUR L'OUEST

1. Effet de la demande accrue pour les fonds d'investissement

En théorie, l'augmentation de la demande d'investissement mondiale résultant du développement des pays de l'Est pourrait être satisfaite par une augmentation proportionnelle de l'épargne, avec une augmentation minime des taux d'intérêt. Il faudrait pour cela que l'épargne mondiale réagisse puissamment à une augmentation des taux. La réalité semble assez différente et les perspectives d'une augmentation de l'épargne paraissent assez faibles. D'une part, l'épargne des ménages semble réagir très peu à une augmentation du taux d'intérêt dont on sait qu'elle a deux effets contradictoires, un effet de prix favorable à l'épargne (car la rendant plus productive) et un effet de richesse qui décourage l'épargne (car il la rend moins nécessaire).

D'autre part, une augmentation substantielle de l'épargne publique est relativement peu probable, sauf à imaginer un retournement des politiques budgétaires suivies par les gouvernements occidentaux ces dernières années. Une réserve cependant: si le gouvernement Bush mettait de l'ordre dans le budget de l'Etat nord-américain, on pourrait assister à une augmentation importante de l'épargne publique de la plus grande économie sur la planète; encore faudrait-il s'assurer qu'une telle augmentation ne soit pas compensée par une baisse de l'épargne privée des Américains du Nord.

Les raisonnements précédents donnent à penser qu'un ré-équilibrage entre la demande et l'offre de fonds nécessitera une augmentation relativement considérable des taux d'intérêt mondiaux et conduira à un déplacement de la demande de capital au profit de l'Europe de l'Est, où les taux de rendement seront élevés, plutôt qu'à une augmentation globale de la demande de biens d'équipement. A la limite, on peut imaginer que l'effet d'une demande d'investissement plus élevée en Europe de l'Est sera d'augmenter les taux d'intérêt mondiaux jusqu'au point où suffisamment de projets seront abandonnés dans le reste du monde pour que l'investissement mondial total reste inchangé.

Qui seraient les perdants d'un tel effet de diversion? L'Europe méridionale est inquiète, mais cela n'est pas tout à fait justifié. S'il est possible que certains investissements

prévus en Europe méditerranéenne soient détournés vers l'Europe de l'Est, il est certain que les arguments selon lesquels un investissement dans le sud de l'Europe est préférable à un investissement au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis resteront valables. Ce serait donc plus naturellement en Europe du Nord, aux Etats-Unis ou au Japon que les réductions d'investissements se réaliseront.

2. Effet de la demande accrue de biens d'équipement

La discussion précédente pourrait laisser croire que les pays de l'OCDE vont être affectés de manière égale par le développement de l'Europe de l'Est. Il n'en est rien. Les biens d'équipement sont au coeur de notre analyse et nous devons nous poser une double question: s'il y a un déplacement de la demande de biens d'équipement en faveur de l'Europe de l'Est, quels pays sont les mieux placés pour profiter de ce déplacement géographique? dans la mesure où il y a, au surplus, une augmentation de la demande globale de biens d'équipement, quels sont les pays producteurs capables de satisfaire cette demande?

TABLEAU IV

Parts en % des exportations mondiales de biens d'ingénierie 1970 et 1987

	1970	*1987*
Japan	7.1	16.2
West Germany	11.3	9.0
Italy	2.1	0.8
France	0.9	-0.1
Switzerland	0.4	-0.3
UK	4.7	-0.9
United States	6.3	-8.5

Source : UNECE, *Economic Survey of Europe in 1989-90*

TABLEAU V

Parts en % des exportations mondiales de machines-outils par pays 1970 et 1987

	1970	*1987*
West Germany	32.8	26.5
Japan	4.3	24.5
Switzerland	2.5	11.7
Italy	9.1	8.5
United States	14.5	5.4

Source : UNECE, *Economic Survey of Europe in 1989-90*

TABLEAU VI

Indices d'avantages comparatifs pour les machines - outils. 1970 et 1987

	1970	*1987*
Switzerland	3.40	4.20
Japan	0.40	1.61
West Germany	1.85	1.55
Italy	1.09	1.25
Spain	1.69	1.12
UK	1.40	0.63
United states	0.86	0.47
France	0.71	0.32

Source : UNECE, *Economic Survey of Europe in 1989-90*

La deuxième question peut être reformulée comme suit: quels pays disposent aujourd'hui d'avantages comparatifs dans la production de biens d'équipement ? Nous avons rassemblé des éléments de réponse aux Tableaux IV à VI. Le Tableau IV révèle la position dominante du Japon et de l'Allemagne comme exportateurs nets de biens d'ingéniérie, définis comme des biens d'équipement et des biens de consommmation de haute technologie. Le Tableau V se concentre sur l'industrie des machines, la source peut-être la plus significative des biens d'équipement que l'Europe de l'Est voudra importer. On note que le Japon n'a pas encore rattrapé l'Allemagne, que la Suisse occupe une position très flatteuse tandis que les Etats-Unis ont vu leur part des exportations mondiales décliner de manière substantielle entre 1970 et 1987. Le Tableau VI confirme cette vision. L'indice dont il est question est le rapport de deux chiffres: le premier est les exportations de machines de chaque pays en pourcentage de ses exportations de biens manufacturés; le second est le même rapport pour le commerce mondial dans son ensemble. Quand l'indice excède l'unité, le pays a une part de machines dans ses exportations totales de biens manufacturés qui dépasse la moyenne mondiale.

Sur ce point le message est clair: le Japon, l'Allemagne et la Suisse sont les mieux placés pour profiter d'une augmentation de la demande mondiale de biens d'équipement. Mais l'histoire ne s'arrête pas là: nous avons conclu précédemment que l'essentiel du développement de l'Est se traduira par un déplacement de la demande de biens d'équipement, plutôt que par une croissance nette de celle-ci. La géographie est-elle importante? Nous croyons que oui, en particulier si nous comprenons par "géographie" non seulement les coûts de transport, mais aussi les affinités de langue, de culture, ainsi que les traditions historiques. Ici il ne fait pas de doute que l'Allemagne est en position de force pour profiter du déplacement de la demande de biens d'équipement. Le Tableau VII reflète clairement la prééminence de l'Allemagne dans le commerce extérieur des pays de l'Est dans l'entre-deux-guerres. La position favorable des entreprises allemandes ne semble pas avoir été affectée par la division de l'Europe résultant de la seconde Guerre Mondiale, ainsi que le montre le Tableau VIII. On y voit que, selon les données les plus récentes la moitié des importations de biens d'équipement des pays de l'Europe de l'Est avait leur origine en Allemagne de l'Ouest. On peut donc penser que la demande de biens d'équipement en provenance de l'Est sera dirigée vers l'Allemagne, et cela de manière prépondérante. L'industrie allemande pour les biens d'équipement sera fortement mise à contribution et, sauf à imaginer une augmentation substantielle de l'épargne dans les pays de l'OCDE, la croissance de la production allemande de biens d'équipement se fera pour l'essentiel aux dépens de producteurs concurrents. Si les chiffres que nous avons rapportés plus haut suggèrent que la Suisse et peut-être l'Italie pourraient s'en sortir à leur avantage, il n'en est pas de même pour les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Ces pays risquent de se trouver confrontés à une hausse des taux d'intérêt concomitante à une chute de la demande pour les biens d'équipement qu'ils produisent.

TABLEAU VII

Importations de biens allemands par les pays d'Europe de l'Est en pourcent de leurs importations totales. 1925-1938

	1925	*1930*	*1938*
Bulgaria	21.0	23.2	54.8
Czechoslovakia	31.3	25.4	14.2
Hungary	15.0	21.2	30.3
Poland	30.1	27.0	18.4
Romania	16.7	25.1	28.0

Source : Drabek (1985), tables XXIII to XXVII.

TABLEAU VIII

Répartition des importations de biens d'équipement des pays d'Europe de l'Estproduits dans l' OCDE selon les pays d'origine. 1980-1987

	1980	*1981-85*	*1986-87*
West Germany	41.0	43.0	50.0
United Kingdom	9.0	7.0	5.0
France	12.0	10.0	7.0
Italy	8.0	8.0	8.0
EFTA countries	15.0	16.0	15.0
Japan	5.0	8.0	6.0
United States	2.0	2.0	2.0

Source : UNECE, *Economic Bulletin for Europe, vol. 41, 1989, table 4.2, p.79*

En résumé, nous pensons que le boom de l'investissement nécessaire pour le développement de l'Europe de l'Est entraînera une hausse des taux d'intérêt conduisant à un déplacement de la demande, via l'éviction de projets dans d'autres régions du monde, plutôt qu'à une augmentation substantielle de la demande globale de biens d'équipement. Les avantages comparatifs, ainsi que la géographie, suggèrent que, parmi les pays de l'OCDE, l'Allemagne bénéficiera disproportionnellement de l'augmentation de la demande et de son déplacement vers l'Est.

V. LA REUNIFICATION ALLEMANDE

Jusqu'à présent nous avons traité l'ex-Allemagne de l'Est sur le même pied que les autres pays d'Europe Centrale. Cela n'est évidemment pas justifié. Dans cette section, nous affinons notre analyse en prenant en compte les spécificités de l'Allemagne que nous appellerons maintenant "orientale" et les conséquences de son intégration dans l'Allemagne unifiée. Nous pensons qu'un facteur plus que tout autre, nous force à reconsidérer notre analyse précédente: il s'agit de la libre mobilité de la main d'oeuvre entre les deux parties de l'Allemagne. La menace permanente de migrations massives signifie que le niveau de vie en Allemagne orientale ne peut pas longtemps rester beaucoup plus bas que le niveau de vie de l'Allemagne occidentale, et cela indépendamment du maintien de différences dans les niveaux de productivité. Cette réalité a une double implication: tout d'abord, elle exige que nous revoyions à la hausse nos estimations des investissements nécessaires en Allemagne orientale; ensuite elle nous force à tenir compte du coût des transferts devant permettre aux Allemands de l'Est d'anticiper l'augmentation ultérieure de leur revenu et ainsi décourager les migrations.

Notre scénario de base faisait l'hypothèse d'un doublement du revenu national des pays d'Europe centrale en dix ans. Pour l'Allemagne de l'Est, l'investissement nécessaire se situait entre 32 et 65 milliards de dollars par an pendant 10 ans. La situation particulière créée par la réunification nous conduit maintenant à considérer plutôt l'hypothèse d'un rattrapage permettant aux Allemands de l'Est d'atteindre en dix ans un niveau de productivité égal ou de 20% inférieur à la productivité des Allemands de l'Ouest. Le revenu par tête en Allemagne occidentale est aujourd'hui de DM 36'900. En reprenant le rapport capital-travail utilisé plus haut, on peut estimer le stock de capital nécessaire pour garantir ce produit à 2,5 x 36'900 = DM 92'200. Dans l'ignorance de la croissance mais aussi du capital en place aujourd'hui en Allemagne orientale, nous évaluons l'investissement total nécessaire pour équiper chaque résident d'Allemagne orientale (16 millions d'habitants) à 1'475 milliards de marks, soit 147 milliards de marks ou 82 milliards de dollars par an sur 10 ans. Si l'on suppose que le stock de capital par tête pourrait rester inférieur de 20% à ce qu'il est en Allemagne occidentale, ce chiffre devient 66 milliards de dollars. En prenant ces montants en compte, nous obtenons une estimation révisée des besoins en capital pour l'ensemble de l'Europe de l'Est. La fourchette allait de 135 à 290 milliards de dollars. La nouvelle fourchette va de 170 à 320 milliards de dollars annuellement. Cet accroissement est substantiel; il prend une importance encore plus

grande dès lors que la demande supplémentaire de biens d'équipement sera dirigée prioritairement vers les entreprises d'Allemagne occidentale.

Quel est le coût des transferts requis pour permettre aux résidents d'Allemagne orientale d'atteindre rapidement un niveau de consommation décourageant leur émigration vers les régions occidentales de l'Allemagne? Dans la discussion qui suit, nous prenons comme base de raisonnement un rattrapage complet, en 10 ans, des niveaux de productivité et de capital et une égalisation immédiate des niveaux de vie. Nous faisons, de plus, abstraction de toute croissance du PIB. Le Tableau IX résume les données relatives au coût des transferts. La consommation par tête des Allemands de l'Ouest est estimée à DM 31'700. Nous anticipons une baisse du niveau de vie consécutive à la réunification de DM 2'700: le niveau de consommation moyen dans l'Allemagne unifiée serait alors de DM 29'000. Nous verrons que ce chiffre est compatible avec notre évaluation globale. Considérant que la consommation par tête est de DM 7'400 en Allemagne orientale, le montant du transfert initial permettant d'égaliser les niveaux de vie entre les deux parties de l'Allemagne s'élève donc à DM 21'600. Nous faisons l'hypothèse que les transferts diminuent linéairement et disparaissent au bout de 10 ans. La valeur actualisée (à un taux de 5%) de la somme des montants transférés est de DM 175'000 par Allemand de l'Est, soit un coût de DM 45'000 pour chaque Allemand de l'Ouest, ou de DM 35'000 par Allemand de l'Allemagne unifiée.

TABLEAU IX

Coût des transferts vers l'Allemagne orientale

Revenu par tête en Allemagne de l'Ouest (1989)	DM	36'900
Investissement de remplacement (15 %)		
Produit net par tête (1989)	DM	31'400
+ revenu de l'étranger		
(325 DM = 5 % de 6'500 DM)		
Consommation par tête (1989)	DM	31'700
PNB par tête en Allemagne orientale (1989)	DM	7'400

Supposons que la consommation par tête en Allemagne tombe de 31'700 à 29'000 DM

Transfert initial vers l'Allemagne orientale :21'600 (29'000 - 7'400)
= 175'000 DM sur 10 ans

(tombe à zéro de manière linéaire; actualisé à 5 %)

./.5 = 35'000 DM

Note. La diminution des actifs étrangers de DM 54'000 par tête implique une baisse de revenu de l'étranger de DM 2'700, comme nous en avons fait l'hypothèse au départ.

Mais ce n'est pas tout, car il faut aussi payer le coût de la reconstruction. Comme vu plus haut, la valeur du capital à mettre en place est de DM 92'200 par résident d'Allemagne orientale. Cette somme représente un coût moyen de DM 23'000 par Allemand de l'Ouest, ou de DM 18'500 par habitant de l'Allemagne unifiée.

Certes, ces chiffres sont des estimations assez grossières. On peut les croire surévalués. Effectivement, une égalisation immédiate des niveaux de vie n'est sans doute pas nécessaire; et le rythme des investissements risque d'être sensiblement plus lent que celui que nous avons supposé: leur coût en valeur actualisée pourrait alors être révisé à la baisse; mais alors le taux de croissance de l'Allemagne orientale s'en ressentirait, les transferts prendraient plus d'ampleur et il faudrait les maintenir pendant une période qui dépasserait 10 ans.

VI LE BILAN

Il est temps maintenant de faire la synthèse des différents raisonnements que nous avons tenus jusqu'ici. Nous tirons trois conclusions principales de notre analyse.

1. Le développement de l'Europe de l'Est, s'il se matérialise, représentera un effort substantiel pour l'économie mondiale, effort qui prendra la forme d'un accroissement de la demande de fonds que nous avons chiffré entre 170 et 320 milliards de dollars annuellement, en tenant compte du cas particulier de l'Allemagne orientale. A cette demande de fonds correspondra une demande accrue pour les biens d'équipement. Augmentation des taux d'intérêt, croissance et surtout déplacement géographique de la demande mondiale de biens d'équipement caractérisent l'avenir selon notre scénario. L'Allemagne, et peut-être la Suisse, devraient bénéficier de cette évolution alors que les autres grands pays de la CE et les Etats-Unis seront frappés à la fois par la hausse des taux et le déplacement de la demande.

2. La réunification allemande comporte deux coûts: le coût de la recapitalisation de l'Allemagne orientale et le coût des transferts. Le fardeau pour l'Allemand de l'Ouest moyen est substantiel: nous l'avons estimé à DM 68'000 (DM 23'000 d'investissement et DM 45'000 de transferts), en valeur actualisée. La perte de revenu permanent qui y est associée peut être estimé à DM 3'400, un chiffre proche du 10% du revenu moyen en Allemagne de l'Ouest. La manière optimale d'assumer cette charge est d'augmenter d'un même montant la charge fiscale permanente et de financer par l'emprunt les dépenses excédant ce montant pendant les premières années (années durant lesquelles les transferts sont les plus élevés).

3. Enfin il est important de réaliser que le point de vue le plus pertinent pour analyser l'impact des événements de l'Est (y compris la réunification allemande) est de comparer la situation de l'ex-Allemagne fédérale avec celle de la nouvelle Allemagne, c'est-à-dire l'ancienne zone DM avec la nouvelle. Il est évident que le niveau de vie moyen dans l'Allemagne unie sera inférieur à ce qu'il aurait été en Allemagne de l'Ouest en l'absence de réunification. Cette observation suggère que la nouvelle valeur d'équilibre du DM sera

plus basse qu'elle n'aurait été sans réunification. Sauf si l'impact du deuxième choc, c'est-à-dire le développement des autres pays de l'Europe de l'Est que l'on a vu être favorable sans ambiguité à l'économie allemande, compense les coûts de la réunification. Nous allons cependant voir que tel n'est pas le cas.

TABLEAU X

Effet de rendement excédentaire temporaire en Europe orientale

Soit un flux annuel d'investissement de 100 unités par an pendant 10 ans

	Capital investi	*Revenu supplémentaire*
1ère année	100	5
2ème année	200	10
3ème année	300	15
3ème année	400	20
5ème année	500	25
6ème année	600	30
7ème année	700	35
8ème année	800	40
9ème année	900	45
10ème année	1'000	50
		total 275
	Valeur actualisée	207

Flux annuel d'investissement en Europe de l'Est
(excluant l'Allemagne orientale) : 185-407 milliards DM

L'Allemagne obtient la moitié de ces commandes, i.e..

1'185 - 2'600 DM par tête

x 2.07 =

2'450 - 5'380 DM

En effet, il faut tenir compte du fait que l'économie allemande tourne à plein régime: une demande accrue pour les biens d'équipement qu'elle produit ne conduit dès lors à un accroissement de revenu que dans la mesure où cette demande exacerbée se traduit

par des augmentations de prix et un rendement supérieur à la norme. Supposons que les taux de rendement à l'Est dépassent de 5% le niveau mondial pendant 10 ans et que l'économie allemande s'approprie la moitié des opportunités que nous avons chiffrées à $ 103-226 milliards ou DM 185-407 milliards. Nous montrons au Tableau X que le revenu supplémentaire, dû à 5% de rendement extraordinaire pendant 10 ans, revient à une valeur actualisée de 207 pour un investissement annuel de 100. La richesse créée par les commandes passées à l'industrie allemande serait ainsi égale à 2,07 fois le flux, ou 191-421 milliards de DM, ou entre DM 2'450 et 5'380 par Allemand. Ce chiffre est remarquable; il est cependant nettement inférieur à la diminution de la richesse de l'Allemand moyen attribuable à la reconstruction de l'Allemagne orientale et aux transferts. Rappelons nos estimations: DM 18'500 pour financer la reconstruction et DM 35'000 pour financer les transferts permettant d'anticiper l'égalisation des niveaux de vie. A ces deux chiffres, il nous faut ajouter l'effet de dilution de la richesse extérieure (DM 6'500 par Allemand de l'Ouest) maintenant répartie sur un nombre de détenteurs augmenté d'un cinquième: la richesse moyenne est ainsi diminuée de DM 1'300. Au total, la diminution de la richesse moyenne est donc de DM 54'800, ce qui correspond à une chute du revenu permanent de consommation de DM 2'700 (ce qui est bien conforme à l'hypothèse que nous avons faite au départ de notre raisonnement).

Si nous tenions compte du rendement anormal des investissements effectués en Allemagne orientale nous concluerions que, à mise de fonds inchangée, la croissance de cette région serait encore plus rapide et qu'en conséquence le montant des transferts serait diminué. Nous arriverions ainsi à baisser le coût des transferts de DM 35'000 à DM 23'500, une diminution d'environ un tiers.

Il n'en reste pas moins vrai que ce que nous avons appelé l'avantage "géographique" de l'Allemagne face au développement de l'Europe de l'Est ne compense qu'à concurrence de 10% environ le coût de la réunification. Au bout du chemin, le résident moyen de l'Allemagne unifiée aura donc un patrimoine largement inférieur à celui dont aurait joui l'Allemand de l'Ouest moyen sans ces développements. Puisqu'en fin de transition la production par tête revient au niveau de départ (de l'Allemagne de l'Ouest), l'entier de la réduction du revenu permanent provient d'une réduction du revenu sur les actifs détenus à l'étranger. La propension à importer étant inférieure à l'unité, le DM doit à long terme perdre de sa valeur pour que l'équilibre de la balance extérieure puisse être maintenu. En fait, alors qu'au départ l'Allemand moyen est détenteur d'actifs étrangers pour une valeur de DM 6'500, nos estimations impliquent qu'il devient débiteur net de l'étranger pour un montant évalué entre DM 52'000 et DM 38'000. Le service de cette dette requiert un accroissement de la compétitivité allemande et donc une chute du DM.